



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

La chasse aux pauvres se poursuit !

Régulièrement, le Gouvernement met en scène les grands dangers qui, selon lui, guettent la France : déficit public, menace de la dette, nécessité de l'austérité pour éviter la faillite de l'État et « sauver le pays ». C'est encore ce qui a été joué par le premier ministre au 20h, mercredi 27 mars.

Refusant toute augmentation des impôts, ses seules propositions consistent à affaiblir une fois de plus les services publics déjà fort mal en point (Santé, Éducation Nationale, etc.) favorisant ainsi les transferts vers le secteur privé et à démanteler ce qui reste de notre État social.

L'exécutif garde son cap : les dix milliards d'euros de réduction déjà prévus pour 2024 toucheront tout particulièrement l'écologie, l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche. Bruno Le Maire a évoqué, en complément, une baisse des indemnités journalières pour les arrêts de travail et un remboursement des soins médicaux différencié selon les revenus. Une nouvelle « réforme » de l'Assurance chômage est annoncée, diminuant les droits des chômeurs et chômeuses et s'ajoutant à toutes les mesures déjà prises contre les privé-es d'emploi.

La France est loin d'être en faillite. Les entreprises du CAC 40 ont dégagé 146,2 milliards de bénéfices en 2023. Depuis 2020, les 42 milliardaires français empochent quotidiennement 5 millions d'euros supplémentaires.

ENSEMBLE ! dénonce cette politique de classe ; taper sur les pauvres, les précaires pour que les riches continuent de s'enrichir ! Répétons-le : il faut prendre l'argent là où il est : fin des cadeaux aux entreprises, notamment suppression des exonérations de cotisations patronales ; taxation des superprofits et des dividendes... C'est indispensable pour améliorer et créer des services publics indispensables. C'est le seul moyen pour assurer à toutes et tous l'égalité et une vie digne et décente.

VIVENT LES SERVICES PUBLICS !

Les services publics sont « à la une » pour mobiliser la population et pour des alternatives contre le « tout libéral », en France et en Europe. Le 19 mars, la journée de grève pour les salaires et pour la dignité du statut, appelée par une large intersyndicale, a été un succès. Avec 200 000 personnes dans 130 manifestations des trois secteurs : fonction publique d'État, territoriale, et hospitalière. La mobilisation est forte dans l'Éducation nationale, terrain de jeu macroniste, avec des annonces redoublées contre l'égalité des droits face au savoir.

Le 16 mars s'est déroulée l'Assemblée générale de la Convergence de défense et de développement des services publics. Celle-ci fêtera en 2025 ses 20 ans depuis la manifestation inaugurale de 2005 à Guéret (Creuse), région symbole où plus de 100 élu-es avaient démissionné contre les fermetures de biens publics locaux (gares, poste...). Et en mai 2023, à Lure (Haute Saône), la Convergence a une nouvelle fois décentralisé la lutte pour faire revivre une « *Res publica* » dans un tissu territorial devenant squelet-

t é m o i g n a i t d u « triptyque » syndical, citoyen et politique mis en exergue depuis 2005 : la Convergence associe les syndicats, les associations (Convergence Rail, Coordination des hôpitaux et maternités...), des collectifs locaux, et les forces politiques de gauche et écologiques. Dans des États généraux, la Convergence a toujours approfondi son projet. Un « Manifeste » défend la notion de « commun » pour mettre dans le coup les usagers, et s'approprier des institutions trop distantes. D'autant que la bureaucratisation facilite la mise en gestion néolibérale en faisant miroiter la notion de « clientèle » à la place de besoins démocratiquement définis. Le saccage de la SNCF en est la preuve, ou l'énergie, et maintenant l'Éducation nationale où le « privé » est adulé pour sa soi-disant « qualité ».



L'Assemblée du 16 mars a été consacrée aux services publics en Europe. Ont été rappelés les enjeux dégagés à Lure en mai dernier, en particulier l'impact nocif des règles dites « *de stabilité financière* » en vigueur depuis les années 2000, reprises après le COVID. Face à elles : les mouvements sociaux bruxellois, notamment la « *Manifestation contre l'austérité* » du 12 décembre dernier. Ont été mises en débat des propositions : « *fonds européen* » de financement, contribution fiscale des riches, taxe Tobin. Il est plus qu'urgent de reconstruire les échanges avec les « homologues » (syndicaux, politiques) de la Convergence en Europe, et d'interpeler les listes en présence du 9 juin.

Pour suivre l'actualité des services publics : www.convergence-sp.fr

PALESTINE : UNE NOUVELLE RÉOLUTION DE L'ONU... DE NOUVEAU INAPPLIQUÉE



La Résolution 2728 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 25 mars 2024 suite à l'abstention des Etats-Unis « **exige un cessez-le-feu humanitaire immédiat pendant le mois du ramadan qui soit respecté par toutes les parties et mène à un cessez-le-feu durable, exige également la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages [...], et exige en outre des parties qu'elles respectent les obligations que leur impose le droit international à l'égard de toutes les personnes qu'elles détiennent...** » (Extrait). Mais cette résolution est largement insuffisante dans son contenu (pas un mot sur la libération des quelques 10 000 prisonniers politiques palestiniens dont une majorité a été embastillée sans jugement depuis le 7 octobre, ce qui en fait des otages), comme dans ses modalités d'application (rien en cas de refus de prise en compte de cette résolution par l'une des parties).

Si on peut néanmoins se féliciter de l'adoption de cette résolution, alors que les E-U avaient mis plusieurs fois leur veto à des résolutions similaires, y a-t-il pour autant un changement de stratégie de la part du parrain de l'État israélien ? Nullement ! Il ne s'agit que d'une légère remontrance, comme celle d'un père à son fils qui aurait fait une petite bêtise, ce qui en aucun cas ne l'empêcherait de continuer. Et c'est bien ce qu'Israël fait ! Il continue : bombardements indiscriminés, attaques d'hôpitaux, limitation drastique de l'aide humanitaire ce qui -de fait- contribue à aggraver la famine... Certes la violence des Forces d'occupation israéliennes a diminué : 'seulement' 30 à 50 tués chaque jour (sans comptabiliser les victimes de la famine) contre 300 à 500 auparavant . L'État hébreu n'a que faire des résolutions de l'ONU, même celles du C. S. qui sont -juridiquement- contraignantes.

Contrairement à ce que la presse « mainstream » voudrait faire croire, la position étatsunienne n'est pas un changement de cap ainsi que l'a confirmé John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain après l'adoption de la résolution. Pas question pour les Etats-Unis de prendre des mesures contraignantes comme, par exemple, l'arrêt du pont aérien qui alimente quotidiennement Israël en munitions ! Quelle hypocrisie scandaleuse : d'un côté, les Etats-Unis font semblant de fournir des vivres aux Gazaouis et de l'autre, ils permettent à Israël de poursuivre le processus génocidaire qui tue des innocents à Gaza.

L'Équipe d'Animation de la commission Israël-Palestine, le 31/03/2024

LIBERTÉ POUR JULIAN ASSANGE !

7 ans réfugié à l'ambassade de l'Équateur à Londres sans pouvoir en sortir ; puis 5 ans de détention en Grande Bretagne. Poursuivi par la hargne des gouvernements états-unis qui ne lui pardonnent pas d'avoir dévoilé sur le site Wikileaks des milliers de documents classifiés sur les turpitudes des guerres américaines en Afghanistan et en Irak, Julian Assange reste sous la menace d'une extradition vers les USA. La décision est suspendue aux « garanties » d'un traitement équitable que la Haute Cour de Londres a demandées aux autorités US. Le pire est à craindre ! Nous nous joignons à ses soutiens : Liberté sans condition pour Julian Assange



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

